

23 novembre 1997, Royaume-Uni

Allocution à l'occasion de la rencontre des dirigeants des pays du Commonwealth

Je souhaiterais remercier le Financial Times de Londres d'avoir donné aux dirigeants des pays du Commonwealth une occasion de se réunir et de comparer leurs expériences et leurs approches pour ce qui est de relever les défis de l'économie mondiale. Une chose est certaine, c'est qu'une économie forte est l'essence même d'une société forte. C'est le facteur fondamental en vue d'assurer une qualité de vie élevée à nos citoyens, pour favoriser leur épanouissement et ouvrir des horizons pour eux et leurs enfants.

Le Commonwealth se compose d'une gamme vraiment diversifiée d'économies nationales, de pays développés et en développement. Bien que nous fassions tous partie d'une seule et même économie mondiale et que nous soyons soumis à des pressions similaires, il n'existe pas de panacée qui nous assure de prospérer dans cette économie. Nous devons tous prendre acte des nouvelles réalités économiques. En premier lieu, le terme « mondialisation » n'est pas un cliché. Il désigne une puissante réalité. Nous ne pouvons pas et ne devrions pas nager à contre-courant. Mais nous pouvons utiliser ce courant à notre avantage.

La deuxième réalité a pour nom les changements technologiques. Nous sommes tous confrontés à des changements complexes. Les vieilles contraintes du temps et de la distance sont en train de s'estomper. Les structures et hypothèses économiques traditionnelles se font balayer. Dans la nouvelle économie, le savoir, l'innovation et la créativité sont les clés de la prospérité. Au Canada, nous voyons dans la mondialisation une occasion à saisir, et non une menace. Le Canada est un pays commerçant, le commerce pèse pour 40 % dans notre économie, soit plus que tout autre pays industrialisé.

C'est la raison pour laquelle nous avons formulé une stratégie économique qui a pour objectifs primordiaux de faire en sorte que notre économie soit compétitive et qu'elle repose sur le savoir dans le contexte de l'économie mondialisée du XXI^e siècle. Les avantages clés dont le Canada bénéficie dans un contexte mondial : ses infrastructures, son secteur des sciences et de la technologie, son ouverture, son sens de la gestion. Les infrastructures revêtent une importance cruciale. C'est particulièrement le cas si vous vivez dans un pays qui compte six fuseaux horaires. Le Canada possède des réseaux de communication et de transport qui sont de classe mondiale. Ils figurent parmi nos plus importants atouts, ce qui nous permet de fabriquer des produits et de mettre au point des services, et de les mettre en marché de façon efficace.

Les sciences et la technologie contribuent à la mise au point de nouveaux produits et services ainsi qu'à de nouveaux procédés de fabrication. Sur ce plan, l'éducation et la promotion de l'innovation sont décisifs. Le Canada occupe le premier rang dans le monde pour ce qui est du nombre d'inscriptions aux études supérieures. Et notre gouvernement fait sa part pour assurer l'accès le plus large possible de nos citoyens à une formation universitaire ou collégiale. De fait, notre plus important projet en vue du prochain millénaire sera le plus vaste programme de bourses d'études de notre histoire. Le Fonds de dotation des bourses d'études du millénaire, constitué à même le dividende budgétaire résultant de notre difficile lutte contre le déficit, aidera des dizaines de milliers de jeunes

Canadiens et Canadiennes à poursuivre des études collégiales et universitaires dès l'an 2000.

Nous établissons des partenariats entre les pouvoirs publics, les entreprises et les universités afin d'encourager l'innovation dans les secteurs de pointe. Nous avons également créé des instruments, par exemple, Partenariat technologique Canada, qui favorisent le leadership du Canada dans certains secteurs clés du savoir. Ainsi, au moyen d'investissements ciblés et d'une stratégie d'exportation dynamique, nous contribuons à propulser notre secteur de l'aérospatiale du sixième au quatrième rang mondial. L'économie canadienne est une des plus ouvertes du monde. Devant l'émergence d'une économie vraiment mondiale, on s'entend maintenant pour reconnaître que le renforcement des courants du commerce et de l'investissement constitue les moteurs de la croissance économique et de la prospérité. Le Canada en donne une preuve vivante. Nous nous sommes développés rapidement parce que nous avons ouvert nos portes à l'investissement et à la technologie venant de l'étranger.

Et nous avons atteint un des niveaux de vie les plus élevés du monde. Les travailleurs canadiens comptent parmi les plus qualifiés et les plus productifs du monde. Nous avons pris des mesures pour nous assurer qu'ils conservent ce statut. Nous avons conçu des programmes de formation qui leur garantissent l'accès aux compétences les plus à jour, de manière à ce qu'eux aussi puissent s'adapter à l'évolution constante de l'économie. Nous veillons aussi à ce qu'ils aient accès à l'acquisition continue du savoir. Une bonne gestion, l'esprit d'entreprise et la qualité constituent, de plus en plus, d'importantes conditions de la compétitivité. Les petites et moyennes entreprises sont devenues les principales créatrices d'emplois dans notre pays. Notre gouvernement a adopté un certain nombre de mesures importantes pour soutenir cette tendance, particulièrement en ce qui a trait aux questions déterminantes que sont l'accès au capital et à la technologie.

Nos avantages constituent le fondement du succès, mais ils ne le garantissent pas. Il ne suffisait pas de cerner et de promouvoir les avantages du Canada. Il nous fallait également instaurer un climat économique propice aux relations commerciales avec le reste du monde. Cela nous permet de saisir la nouvelle économie, et non pas de la subir. Il nous fallait veiller à réunir les bons éléments fondamentaux. Et c'est ce que nous avons fait. Lorsque je suis devenu premier ministre en 1993, le déficit du gouvernement fédéral représentait environ 6 % de notre produit intérieur brut, soit 42 000 000 000 \$. La semaine dernière, notre ministre des Finances a annoncé que le déficit de l'année financière qui vient de se terminer (1996-1997) dépassait tout juste 1 % de notre PIB, c'est-à-dire 8 900 000 000 \$. Et nous sommes en voie de l'éliminer complètement au plus tard à la fin de l'exercice 1998-1999.

C'est maintenant le Canada qui jouit de la meilleure situation budgétaire parmi les pays membres du G7. Nous mesurons notre déficit en respectant les principes de comptabilité les plus rigoureux. La plupart des pays, y compris le Royaume-Uni, la France et les États-Unis, utilisent une mesure différente établie à partir des besoins d'emprunt. Selon ce critère, nous affichons un excédent budgétaire pour 1996-1997; et nous sommes le seul pays du G-7 qui y soit parvenu. Concrètement, cela veut dire que pour la première fois en 27 ans, le gouvernement du Canada ne se voyait pas dans l'obligation d'emprunter encore plus pour financer ses programmes ou des frais d'intérêts.

Cette année, nous avons commencé à rembourser notre dette négociable. Il est indéniable qu'un pays en bonne santé financière dispose d'une souplesse plus grande et est moins vulnérable aux soudaines et grandes variations dans les flux des capitaux internationaux. Mais c'est là le moindre des avantages que nous retirons du redressement de nos finances publiques. L'abaissement de notre déficit a déclenché un repli de l'inflation et des taux d'intérêt, phénomènes qui, à leur tour, ont consolidé la croissance économique et relancé la création d'emplois.

Ce redressement des finances nous permet de maintenir, d'améliorer et de moderniser les mesures sociales qui sont chères aux Canadiens et qui ont incité les Nations unies à dire que le Canada est le pays où l'on vit le mieux dans le monde. Ce redressement des finances publiques nous permet d'effectuer les investissements nécessaires pour préparer le Canada à relever les défis du siècle prochain. Les Canadiens et Canadiennes sont fiers, très fiers, de ce que nous avons accompli ensemble. Et la communauté internationale semble en prendre bonne note. Si vous me permettez une brève digression, j'aimerais remercier le Financial Times d'avoir contribué à diffuser dans le monde la bonne nouvelle que constitue le redressement économique du Canada.

Les économistes prévoient maintenant que nous enregistrerons, pendant deux années consécutives, la croissance la plus forte parmi tous les pays du G7. Plus forte que celle du Japon. Plus forte que celle de l'Allemagne. Plus forte que celle des États-Unis. Mesdames et messieurs, nous revenons de loin, au Canada, pour instaurer des conditions qui nous permettront de bénéficier de l'économie mondiale. Nous savons ce dont nous avons besoin pour réussir. Notre gouvernement a défini une stratégie visant à ce que cet objectif se concrétise.

Nous avons pris conscience des forces fondamentales qui propulsent notre économie. Nous avons fait le bilan de nos avantages et nous en tirons parti. Nous avons eu à repenser le rôle de l'État dans le développement économique. À cibler les secteurs où il fallait concentrer nos efforts, sur les moyens de le faire, de façon à pouvoir obtenir les meilleurs résultats positifs que nous désirons tous.

Je crois que nous avons jeté les fondements d'un succès durable. Mais rien ne nous est garanti. Les travailleurs, les entreprises et les pouvoirs publics du Canada doivent constamment s'adapter à de nouveaux défis et à de nouvelles pressions de la concurrence.

Nous ne pouvons pas demeurer immobiles. Nous ne pouvons tenir le succès pour acquis. La prospérité ne constitue pas un droit inné au sein de l'économie mondiale. C'est un droit qu'il faut gagner.

Une chose est certaine. Le succès engendre le succès. La confiance engendre la confiance. Aujourd'hui les Canadiens sont à nouveau optimistes. Ils tirent un nouveau sentiment de fierté de leurs réalisations. Et poussés par ce nouvel élan d'énergie, ils retroussent leurs manches et s'ouvrent sur le monde.